

Les Néo-Ecossais ne sont pas à tous les égards dans la même situation que les Canadiens. Un très grand nombre d'entre eux gagnent leur vie par la pêche et par la navigation. Ils vivent beaucoup sur l'Océan.

Their march is on the bounding wave.

Their home is on the sea.

Ils espéraient que cette population n'avait peut-être pas fait les mêmes progrès dans l'instruction que la population du Haut-Canada, mais c'étaient de braves marins. Aucun peuple ne peut être grand sans la mer, et la Nouvelle-Ecosse aurait fourni ses marins pour la défense commune. Le pays qui ne mérite pas d'être défendu ne vaut pas qu'on y vive. La Nouvelle-Ecosse était prête à fournir sa quote-part de la défense commune, et il espérait que toutes les colonies uniraient leurs efforts pour fonder dans le nord de l'Amérique un empire qui résisterait à tous les vents et à toutes les tempêtes de l'avenir.

L'honorable M. Carter, un des délégués de l'île de Terre-Neuve, à la conférence de Québec, disait:

Vous avez besoin de marins et nous sommes en état de vous les fournir. Vous aurez peut-être besoin plus tard d'équipages pour votre marine, et aucune part vous ne les trouverez plus facilement que dans les Provinces maritimes et dans l'île de Terre-Neuve.

Mais, monsieur l'Orateur, un autre délégué distingué de l'île du Prince-Edouard, un représentant de cette race toujours vaillante, la race irlandaise, l'honorable Edward Whelan, parlant à un banquet donné aux délégués à Montréal, le 29 novembre 1864, disait:

Tant que nous serons séparés et désunis, nous ne serons jamais respectés par nos puissants voisins. L'Angleterre elle-même s'intéresse à nous, s'occupe de notre faiblesse, et nous gourmande délicatement pour notre indolence et indifférence apparente. La confédération remédierait à cet état de choses en donnant à toutes les colonies un caractère national et individuel. On verrait que nous voulons travailler et faire des sacrifices pour nous protéger; et, si des mauvais jours et des mauvais conseils nous amenaient dans un conflit, nous serions assurés que le bras de l'Angleterre ne sera pas sans force pour nous aider à repousser l'agression.

Ces sentiments furent reçus avec force applaudissements.

J'ai lu, tout dernièrement, un très bon article dans le "London Telegraph"—journal de grande influence et bon sens, qui disait clairement que l'Angleterre sera toujours prête à nous aider, si nous commençons par nous aider nous-mêmes. Au sujet de la fédération proposée, l'auteur de cet article disait: "Croyant fermement que le projet sera d'un immense avantage aux colonies, nous sommes convaincus qu'il sera également acceptable aux autorités anglaises. Présentement, l'Angleterre est tenue de protéger tout son territoire, qu'il soit sur les fleuves Indus, Murray, Saint-Laurent ou Tamise. Il n'y aucun doute que la responsabilité est grande et que le tra-

vail est ardu, mais le devoir est là. Le meilleur moyen sans doute d'alléger la tâche est de demander à nos colonies de prendre des mesures pour se défendre elles-mêmes, en leur donnant l'assurance que si jamais elles avaient affaire à trop forte partie, si jamais le danger devenait sérieux, l'empire anglais viendrait à leur aide".

Ne voyons-nous pas dans ces paroles, monsieur l'Orateur, l'exposé précurseur de la politique du parti libéral actuel?

J'arrive maintenant aux paroles de l'honorable George Brown. Je n'ai pas besoin de dire à cette Chambre que l'honorable George Brown est l'homme qui a consacré presque toute son existence à la cause du libéralisme dans l'Ontario; il a combattu l'honorable sir John Macdonald jusqu'à la dernière heure de sa vie; il a combattu comme peu d'hommes l'ont fait pour la liberté de l'Etat et du sujet, ignorant les attaques et oubliant les liens et les affections de parti dans l'intérêt de son pays et dans l'espérance de fonder une grande nation sur ce continent d'Amérique sous le drapeau anglais, et il s'est uni à ses adversaires politiques pour accomplir ce grand projet qu'il croyait être dans l'intérêt du peuple. Voici ce qu'il disait:

Mais je ne puis terminer sans faire allusion à d'autres questions qui ont occupé l'attention sérieuse de la conférence. La première est la décision unanime que les provinces unies de la Colombie-Anglaise seront placées le plus tôt possible dans un état de défense parfaite.

Toronto, la sainte, a applaudi à ces paroles.

Je ne suis pas de ceux qui croient que le Canada est en danger d'être attaqué par nos voisins du sud. Je suis convaincu qu'ils ont sur les bras toute la besogne qu'ils peuvent faire, et ne songent pas à s'en donner davantage, et j'avoue que, nonobstant les ébullitions violentes de la presse américaine, j'ai assez de foi dans le bon sens et les bons sentiments de nos voisins pour croire que l'idée d'une agression, que le Canada ne provoquerait pas, n'est jamais entrée dans l'esprit d'un grand nombre d'habitants des états du Nord. Mais si jamais la guerre était déclarée, je suis certain, et je crois représenter les sentiments de tout Haut-Canadien, lorsque je dis que le premier pas qu'un ennemi ferait sur notre sol serait le signal de l'appel sous les drapeaux de tous ceux capables de porter les armes afin de repousser l'ennemi (applaudissements enthousiastes), et le peuple du Canada montrerait qu'au moment du péril, l'esprit qui s'est manifesté en 1812 n'est pas mort en 1864.

Cet esprit est-il mort en 1913, ou est-il presque éteint? Mais on dit: "Nous ne pouvons pas trouver d'hommes; nous ne nous battons pas; nous sommes tellement occupés à développer notre pays, nous sommes tellement engagés dans nos petites affaires, que nous voulons bien envoyer notre argent en Angleterre afin qu'elle défende elle-même nos côtes et combatte nos combats". Se-